

Mai 2015, volume 2, numéro 5

[Voir ce courriel sur le web](#)

Bonjour à tous,

Cette édition du *BREXE AID* présente deux colloques en évaluation qui auront lieu respectivement les 28 et 29 mai 2015 dans le cadre du 83e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas) : « L'évaluation dans tous ses états : pour une recherche-évaluative au service d'un développement durable, équitable et à visage humain » et « Évaluer les réglementations pour mieux anticiper leurs effets : des balises pour de meilleures analyses d'impacts réglementaires ». Ces deux rencontres sont organisées par le Centre de recherche et d'expertise en évaluation (CREXE) de l'École nationale d'administration publique (ENAP). Les chercheurs, les praticiens et les étudiants intéressés trouveront les bulletins d'inscription sur le site web de l'Acfas.

Ce bulletin est aussi l'occasion d'aborder le rôle de l'évaluation dans le domaine du développement international, notamment à partir des divers secteurs d'activité de l'Organisation des Nations Unies.

Toute l'équipe du CREXE vous souhaite beaucoup de succès dans vos recherches évaluatives!

Annie d'Amours, M.A. et Moktar Lamari, Ph.D., Centre de recherche et d'expertise en évaluation.

Événements

CAN – 83e Congrès de l'Association francophone pour le savoir

Dans le cadre du 83e Congrès de l'Association francophone pour le savoir (Acfas), l'Université du Québec à Rimouski (UQAR) accueillera les 28 et 29 mai prochains,

deux colloques organisés par le Centre de recherche et d'expertise en évaluation (CREXE) de l'École nationale d'administration publique (ENAP). Intitulés « L'évaluation dans tous ses états : pour une recherche-évaluative au service d'un développement durable, équitable et à visage humain » et « Évaluer les réglementations pour mieux anticiper leurs effets : des balises pour de meilleures analyses d'impacts réglementaires (AIR) », ces rencontres s'inscrivent dans le cadre des préoccupations grandissantes en matière d'institutionnalisation, de professionnalisation et de fiabilisation de la fonction évaluative, ainsi qu'au regard des défis conceptuels, méthodologiques et empiriques relativement aux pratiques et aux compétences liées aux analyses d'impacts réglementaires afin d'optimiser la performance des réglementations initiées par les divers niveaux de gouvernements.

CAN - Webinaire de la SCÉ sur l'évaluation des résultats aux cinq niveaux de gestion

Un webinaire de la Société canadienne d'évaluation aura lieu le 13 mai 2015 de 12 h à 13 h (heure avancée de l'Est) et sera intitulé « Évaluer les résultats aux cinq niveaux de gestion ». Les évaluateurs doivent non seulement comprendre ce qu'est la gestion axée sur les résultats, mais aussi maîtriser les techniques de management appropriées à chaque niveau de gestion. Les participants à l'atelier prendront connaissance des théories de base soutenant la GAR et les méthodes d'évaluation spécifiques à chaque niveau de gestion. Les cinq niveaux de gestion sont : 1) la gestion des politiques axées sur les résultats, 2) la gestion des rendements institutionnels axés sur les résultats, 3) la gestion des programmes, 4) la gestion des projets, et 5) la gestion bureaucratique.

Publications en français

INT - L'évaluation dans le domaine du développement international

Dans quelle mesure l'évaluation a-t-elle une incidence sur les personnes victimes de désastres naturels et de pauvreté infantile? Comment sait-on si l'aide humanitaire et les programmes de développement sont efficaces pour combattre la discrimination? Ces questions, et plusieurs autres ont servi de guide à l'écriture du présent rapport. Les auteurs traitent ainsi de différents aspects de l'évaluation dans le domaine du développement international, à partir de divers secteurs d'activités de l'Organisation des Nations Unies. Ils concluent notamment que les résultats des évaluations doivent permettre de démontrer dans quelle mesure les différents programmes de l'ONU ont de réelles répercussions dans la vie des personnes qui en bénéficient.

INT - Évaluation finale du programme VOZAMA à Madagascar

L'objectif du programme Vozama est de lutter durablement contre la pauvreté en milieu rural grâce non seulement à l'éducation préscolaire des enfants, mais aussi à la formation de leurs parents appelés ainsi à devenir acteurs de leur propre

développement global (éducation, activités génératrices de revenus, protection de l'environnement, hygiène/santé, eau/assainissement), au sein des villages d'intervention avec la participation active des bénéficiaires (participation humaine et financière). Le présent rapport reflète le processus et les résultats de l'évaluation finale du programme. Ceux-ci se sont basés sur les Termes de Référence de cette évaluation qui pour rappel avait pour objectifs spécifiques d'apporter une attention particulière sur : 1) l'éducation préscolaire, 2) les conditions de pérennité du programme et 3) les perspectives pour renforcer l'impact des actions (en particulier en termes de formations parentales et d'activités génératrices de revenus).

INT - Rapport d'Evaluation du Système d'Information Sanitaire de Routine par l'Approche et les Outils PRISM

L'objectif de cette étude était d'évaluer la performance du Système d'Information Sanitaire de routine (SISR) au Burundi, en termes de qualité des données et d'utilisation de l'information en vue de formuler des recommandations pour améliorer les pratiques et corriger les faiblesses éventuelles. Cette évaluation était basée sur le cadre conceptuel développé par le projet MEASURE Evaluation pour améliorer la Performance Gestion des Systèmes d'Information de Routine (PRISM). Une enquête transversale descriptive a été réalisée. Tous les niveaux de la pyramide sanitaire ont été évalués. Les outils diagnostic de la performance, la liste de contrôle, l'outil d'évaluation organisationnelle et comportementale et l'outil d'évaluation de la gestion ont été abordés à tous les niveaux de la pyramide sanitaire.

INT - L'aide au développement est stable, mais la baisse des apports aux pays les plus pauvres se poursuit en 2014

Les apports d'aide aux pays en développement ont été stables en 2014 après avoir atteint un niveau sans précédent en 2013, mais l'aide aux pays les plus pauvres a continué de diminuer, selon les données officielles recueillies par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Les apports nets d'aide publique au développement (APD) des membres du CAD se sont élevés à 135,2 milliards \$ US au total, à égalité avec le record de 135,1 milliards \$ US enregistré en 2013, marquant cependant un recul de 0,5 % en termes réels. L'APD nette a représenté 0,29 % du revenu national brut, comme en 2013. L'APD a augmenté de 66% en termes réels depuis 2000, quand les Objectifs du Millénaire pour le développement ont été définis. L'aide bilatérale aux pays les moins avancés a reculé de 16 % en termes réels pour se fixer à 25 milliards \$ US, selon les données provisoires.

Publications en anglais

INT - Do Aid Donors Specialize and Coordinate within Recipient Countries? The Case of Malawi

Reconnaissant que la prolifération de l'aide et un manque de coordination entravent l'efficacité de l'aide, les donateurs ont promis à plusieurs reprises de spécialiser et

de mieux coordonner leurs interventions, notamment dans la Déclaration de Paris en 2005. Cette étude examine les données du Malawi afin d'évaluer si les donateurs bilatéraux et multilatéraux du pays ont agi en conséquence. Les auteurs observent qu'il n'y a pas de preuve convaincante pour une spécialisation accrue de l'aide suite à la Déclaration de Paris, et la division régionale du travail entre les donateurs s'est peut-être même détériorée. Cette étude corrobore ainsi largement ce que des études antérieures ont observé au niveau national auprès d'autres pays bénéficiaires.

INT - National Most Vulnerable Children Monitoring and Evaluation Plan

Le but de ce plan d'évaluation et de suivi est de fournir un guide pour le suivi de la mise en œuvre du Tanzania National Costed Plan of Action for Most Vulnerable Children NCPA II (2013-2017) (plan d'action national de la Tanzanie pour les enfants les plus vulnérables). Ce plan d'action national vise un processus dirigé par le gouvernement et mené par la communauté pour faciliter l'accès à des soins, du soutien et de la protection adéquate et des services sociaux de base. Ce plan d'évaluation et de suivi guide les parties prenantes sur la façon de surveiller et d'évaluer la mise en œuvre du plan d'action national et de déterminer si son but et ses objectifs sont atteints.

INT - Tracking development assistance for health to fragile states: 2005–2011

L'aide au développement pour la santé a considérablement augmenté, totalisant plus de 31,3 milliards \$US en 2013. Cependant, le degré avec lequel les pays avec des concentrations élevées de conflit armé, de violence ethnique, d'inégalité, de dette et de corruption ont reçu cette aide à la santé et la façon dont l'aide pourrait être différente du financement accordé à d'autres pays n'a pas été évalué. Cette étude observe que les donateurs préfèrent fournir plus de financement pour les pays fragiles à faible revenu qui ont des réfugiés ou de l'intervention extérieure en cours, mais ont tendance à éviter de fournir un financement aux pays avec une impasse politique, des élections truquées ou en déclin économique. En 2011, l'Éthiopie a reçu le plus d'aide en santé de tous les pays fragiles, tandis que les États-Unis ont fourni le plus de fonds aux pays fragiles.

INT - WHS Effectiveness Theme Focal Issue: Accountability

Ce document de l'Active Learning Network for Accountability and Performance in Humanitarian Action (ALNAP) a été produit dans le cadre des travaux de l'équipe thématique en efficacité du World Humanitarian Summit (WHS), afin de clarifier les concepts clés, soulever de nouvelles considérations et identifier des défis en ce qui concerne la responsabilité humanitaire. Il est destiné à être utilisé comme base pour les premières discussions autour de la responsabilisation et de la participation alors que le processus du WHS cherche à identifier les domaines de réforme sur cette question. Ce document fait valoir notamment que le premier sujet de préoccupation, soit de faire un bon travail humanitaire, doit être considéré comme une question distincte de la responsabilité humanitaire.

INT - Strengthening the African Peer Review Mechanism: Insights

from National Governing Councils

Les Conseils nationaux d'administration (CNA) sont la clé de voûte du Mécanisme d'évaluation intra-africain. Situés entre la direction politique de l'État et les institutions techniques portant sur la recherche, les CNA sont cruciaux pour le développement d'un rapport d'auto-évaluation de pays significatif et un programme d'action national viable. Ils assurent la surveillance de toutes les étapes ultérieures des Mécanismes d'évaluation intra-africain. Ce document publié par le South African Institute of International Affairs (SAIIA) observe à ce jour un manque de cohérence dans les pays du Mécanisme d'évaluation intra-africain sur les protocoles des CNA, y compris la portée de leur responsabilité et leurs sources de financement, ce qui a eu tendance à entraver les progrès.

INT - CLEAR promising practices

L'initiative des Centers for Learning on Evaluation and Results (CLEAR) est un partenariat de collaboration mondiale créé en 2010 en tant qu'approche expérimentale pour développer la capacité d'un gouvernement d'un pays et de la société civile dans le suivi et l'évaluation et la mesure de la performance. Cette note de synthèse met en lumière des stratégies prometteuses, des approches et des outils que les CLEAR ont utilisés et qui peuvent être explorés davantage et répliqués. Ces approches comprennent les cibles suivantes : influencer la mesure de performance de l'offre et de la demande, établir des partenariats et développer des solutions adaptées au contexte.

Initiatives institutionnelles, innovation, pratiques émergentes

EUR - La Commission européenne appelle à renouveler les engagements visant à atteindre les objectifs en matière d'aide publique au développement

L'Union européenne et ses États membres ont conservé, en 2014, leur position de premiers pourvoyeurs d'aide au monde. Ils ont fourni plus de la moitié de l'aide publique au développement (APD) notifiée l'an dernier au comité d'aide au développement (CAD) de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE). En 2005, les États membres de l'UE s'étaient engagés à porter l'aide publique au développement (APD) à 0,7 % du revenu national brut (RNB) d'ici 2015 et ils avaient prévu un objectif intermédiaire de 0,56 % d'ici 2010. Aucun autre donateur ne s'est engagé à augmenter son aide dans de telles proportions.

EUR - L'agenda universel post-2015 – Le partenariat ACP-UE répond-il encore à ses objectifs?

L'universalité est l'un des aspects clés de l'agenda global post-2015, mais que signifie-t-il pour les relations entre les pays de l'ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique) et l'Union Européenne. Jean Bossuyt et Niels Keijzer se penchent sur cette question

dans ce blogue du Centre européen de gestion des politiques de développement (ECDPM).

INT - EvalYear: South Africa launches its celebrations

EvalYear, l'Année internationale de l'évaluation, est en cours dans le monde entier. Le but de proclamer 2015 comme l'Année internationale de l'évaluation est de défendre et promouvoir l'évaluation fondée sur des preuves et l'élaboration de politiques aux niveaux international, régional, national et local. Le gouvernement de l'Afrique du Sud espère que cette collaboration contribuera énormément au développement des capacités d'évaluation de son pays et à l'institutionnalisation de la discipline dans les différents secteurs de la société. Il espère que l'événement contribuera à l'éradication de la pauvreté, du chômage et des inégalités à l'échelle mondiale.

INT - Evaluation is not easy nor popular, but essential to achieve SDGs, says the UN Secretary-General Ban Ki-Moon at the UN Evaluation Group High-Level Event

L'évaluation est essentielle pour promouvoir la responsabilisation et la compréhension de ce que nous faisons bien ou mal. Tels étaient les mots de Ban Ki-Moon, Secrétaire général des Nations Unies, lors de l'ouverture de la Réunion du Groupe d'évaluation des Nations Unies le 9 mars 2015. Dans le cadre de l'Année internationale de l'évaluation, il y a une reconnaissance accrue que l'évaluation partout, et à tous les niveaux, jouera un rôle clé dans la mise en œuvre du nouveau programme de développement, a ajouté M. Ban. Une décision a d'ailleurs été prise afin que l'évaluation joue un rôle clé pour assurer le suivi et l'évaluation adéquate des objectifs de développement durable. M. Ban a également souligné l'importance du renforcement des capacités nationales sur l'évaluation.

Fondateur et directeur scientifique

MOKTAR LAMARI, Ph. D., est professeur en évaluation des politiques publiques à l'École nationale d'administration publique et assume la direction du Centre de recherche et d'expertise en évaluation depuis 2010. M. Lamari est également le fondateur et le directeur scientifique du *BREXEAID* : moktar.lamari@enap.ca

Rédactrice en chef

ANNIE D'AMOURS, M.A., MAP, est évaluatrice de programmes au Centre de recherche et d'expertise en évaluation et rédactrice en chef du *BREXEAID*. En 2013, elle a participé au Programme international de formation en évaluation du développement : annie.damours@enap.ca



Facebook



Site web

Copyright © 2015 MOKTAR LAMARI, CREXE,
Tous droits réservés.